

## LA GENÈSE DE LA CIVILISATION SOVIÉTIQUE (1917-1929)

---

### I. L'historiographie de l'URSS : la controverse des soviétologues

Dans l'introduction de *La Tragédie soviétique*, Martin Malia écrit : « dans le monde créé par la révolution d'Octobre, nous n'avons jamais eu affaire à une société, mais toujours à un régime<sup>1</sup> ». Réaffirmant la position de cet historien américain parmi les tenants de l'interprétation totalitarienne — de l'anglais *totalitarian* — du système soviétique, cette phrase résume la teneur du débat historiographique occidental — en premier lieu américain — sur l'URSS, un débat que la controverse entre « soviétologues totalitaristes » et « soviétologues révisionnistes » continue aujourd'hui de structurer. Pour les premiers, l'URSS est d'abord un régime totalitaire où l'existence d'un espace social réellement autonome, vierge de toute intrusion du pouvoir, est impossible<sup>2</sup>. Le totalitarisme soviétique apparaît pour certains dès 1917, pour d'autres en 1929, avec le « Grand Tournant ». Si la terreur stalinienne constitue un critère essentiel du totalitarisme, elle n'en est pas le seul. Le caractère totalitaire du

- 
1. M. Malia, *La Tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991*, Paris, Le Seuil, 1995, p. 20.
  2. C. Friedrich et Z. Brzezinski, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, Cambridge, Harvard University Press, 1954.

régime, même s'il se « ramollit » après Staline, n'en est pas moins manifeste jusqu'à sa chute. En atteste, selon Malia, le monopole exercé par le parti communiste — parti unique — sur l'ensemble des institutions, de l'administration, de l'économie et des « organisations sociales », qui n'est aboli qu'en 1990. Pour les révisionnistes, l'URSS n'est vraiment totalitaire que pendant la période stalinienne : le totalitarisme est assimilé à la terreur de masse. Après 1953, la société s'émancipe progressivement et devient plus rétive aux schémas imposés d'en haut. Ainsi, les révisionnistes croient assister, dans l'URSS des années 1960 et 1970, à l'émergence d'une société civile, prélude espéré d'une révolution démocratique en URSS.

Dix ans après la chute de l'URSS, il est temps, comme l'explique Jean-Paul Depretto dans un texte qui analyse en profondeur les diverses implications de la controverse entre totalitariens et révisionnistes, de procéder à une évaluation critique de cette polémique afin de la dépasser<sup>1</sup>. Il faut d'abord en signaler la dimension politique, pour ne pas dire politicienne, sans en ignorer les dimensions les plus prosaïques. Née et développée aux États-Unis, cette controverse est liée à la nature même de la soviétologie, une discipline qui ne relève pas seulement de l'histoire ou des sciences sociales, mais de l'expertise. Pour paraphraser une expression employée par Yves Lacoste à propos de la géographie, la soviétologie « *ça sert d'abord à faire la guerre* ». La controverse des soviétologues se développe au sein d'une élite politique et universitaire américaine engagée dans la guerre froide. Ses enjeux ne sont pas simplement intellectuels ou politiques : ils sont tout aussi liés à la distribution des ressources entre les centres de recherche et instituts d'études soviétiques concurrents. Encore mal connues, ces luttes institutionnelles et bureaucratiques sont pourtant détermi-

---

1. J.-P. Depretto, « Comment aborder le stalinisme ? Quelques réflexions de méthode », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, BDIC, n° 65-66, janvier-juin 2002, p. 48-54.

nantes dans la compréhension de cette polémique fondatrice, aujourd'hui cinquantenaire<sup>1</sup>.

L'Amérique de la fin des années 1940, après sa victoire sur l'Allemagne, doit justifier son engagement total — militaire et diplomatique, mais aussi idéologique, culturel et médiatique — dans le combat qu'elle entreprend contre l'URSS. L'emploi du concept de totalitarisme — tel qu'il vient d'être développé par Hannah Arendt — pour décrire la réalité soviétique permet d'opérer un rapprochement opportun entre nazisme et communisme<sup>2</sup>. L'objectif principal de cette démarche n'est pas de produire une histoire sociale informée et nuancée, mais de renforcer la légitimité du modèle démocratique occidental en le présentant comme l'opposé des régimes dits totalitaires. Cette méthode de la comparaison par opposition nourrit la peur de l'Autre et entretient la mobilisation des esprits dans un combat contre le nouvel ennemi. Dix ans plus tard, le courant dit révisionniste de la soviétologie américaine, qui vise « à dépolitiser le discours sur l'URSS et à envisager la réalité soviétique hors du carcan imposé par l'école totalitaire jusqu'alors prévalente<sup>3</sup> », ne s'en place pas moins tout autant au service de la politique étrangère des États-Unis. Avec la coexistence pacifique entre les États-Unis et l'URSS (1956-1962), et surtout avec la détente (1972-1980), l'école dite révisionniste monte en puissance, légitimant à point nommé le tournant pris par Washington. La démarche scientifique des révisionnistes inspire des travaux fondateurs très éclairants sur les groupes d'intérêts et met en relief la complexité du fonctionnement du système soviétique, fruit d'une interaction entre la base et le sommet, et non simplement le produit d'une dictature

- 
1. Voir l'ouvrage pionnier de O. Seliktar, *Politics, Paradigms and Intelligence Failures: Why So Few Predicted the Collapse of the Soviet Union?*, New York, M. E. Sharpe, 2004.
  2. Cette approche est reprise par S. Courtois (dir.), *Le Livre noir du communisme : crimes, terreurs et répression*, Paris, Robert Laffont, 1997.
  3. N. Werth, « De la soviétologie en général et des archives soviétiques en particulier », in *Le Débat*, n° 77, 1993, p. 128.

d'en haut. Mais cette lecture de la réalité soviétique n'est pas moins exempte d'arrière-pensées politiques que la thèse totalitarienne. À l'heure de la détente, l'idée se fait jour d'une convergence entre les deux systèmes rivaux qui, selon cette thèse, évoluent en douceur vers une sorte de fusion de type social-démocrate, une société post-industrielle dirigée par une nouvelle classe de technocrates et gouvernée selon des méthodes moins coercitives. Cette « théorie de la convergence » inspirera la gauche réformatrice ouest-européenne et américaine, les eurocommunistes et enfin, Gorbatchev lui-même, dont la *perestroïka* reprend les thèses principales.

## II. La révolution d'octobre : révolution ou coup d'État ?

Objet d'une historiographie abondante et controversée, la révolution d'octobre a suscité des interprétations fort divergentes chez des générations d'historiens et de soviétologues. Le débat historiographique a d'abord porté sur la légitimité de l'acte fondateur du régime. La question, elle aussi discutée, de la continuité ou de la discontinuité entre Lénine et Staline s'intègre également dans ce débat sur les origines du régime soviétique. Révolution ou conspiration réussie, favorisés par le contexte de la première guerre mondiale, les événements d'octobre 1917 étaient-ils inéluctables ? La Russie est le pays d'Europe que Karl Marx considérait comme le moins propice à l'éclosion du socialisme. Elle connut néanmoins une première révolution en 1905 — « répétition générale » selon Lénine — puis, au cours de l'année 1917, la révolution de février, qui a provoqué la destitution du pouvoir tsariste, enfin la révolution d'octobre (novembre), qui marque l'avènement du « pouvoir des soviets ».

L'historiographie de la révolution d'octobre se partage en deux grands courants : libéral et marxiste. Le premier, le courant libéral, insiste sur le décollage économique de la Russie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : le « take-off » des années 1890

ne tendrait-il pas à démontrer que l'Empire russe connaissait — certes avec un certain retard — un développement comparable sur le plan économique et même politique — avec l'instauration d'un régime semi-constitutionnel après 1905 — à celui des nations occidentales développées ? Selon la téléologie libérale qui considère l'avènement d'un régime parlementaire et la garantie des libertés individuelles comme le couronnement de l'histoire, la Russie avait franchi, depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, plusieurs étapes décisives d'une évolution favorable : l'occidentalisation marquée par « révolution pétroviennienne » au XVIII<sup>e</sup> siècle, le règne du « despotisme éclairé » sous Catherine II (1762-1796), caractérisé par une volonté réformatrice doublée d'une politique d'expansion économique et territoriale, puis, au XIX<sup>e</sup> siècle, les réformes d'Alexandre II, notamment l'abolition du servage (1861). La révolution de 1905 apparaît donc comme une étape supplémentaire dans le déroulement d'un schéma libéral qui impose des limites à l'autocratie du Tsar par l'établissement d'un régime semi-constitutionnel. Selon cette perspective, la révolution d'octobre 1917 a brutalement interrompu l'évolution libérale de la Russie. La révolution d'octobre 1917 et la dictature collectiviste qui en a résulté sont des produits d'un accident majeur : la première guerre mondiale. Le choc de la guerre dévaste une société déjà fragile et, conformément aux vœux de Lénine, la guerre ne tarde pas à faire naître en Russie une véritable situation révolutionnaire : catastrophe militaire — dès les premières défaites en 1915, 150 000 tués, 700 000 blessés et 900 000 prisonniers —, crise économique et déliquescence du pouvoir. Si elle ouvre la voie à la révolution de Février (8-11 mars 1917), cette situation chaotique permet aux bolcheviks — minoritaires mais déterminés et organisés — de s'emparer du pouvoir quelques mois plus tard. En effet, les journées des 24 et 25 octobre 1917 (6 et 7 novembre 1917) résultent de l'application réussie de la tactique insurrectionnelle prônée par les bolcheviks et s'apparentent, selon l'historiographie libérale, à un coup d'État. C'est en occupant les points stratégiques de la

capitale Petrograd — gares, arsenaux, entrepôts, central télégraphique, banque d'État — en fonction d'un calendrier préparé que les bolcheviks sont parvenus à s'emparer du pouvoir, puis à acquérir un début de légitimité politique lors de la réunion du II<sup>e</sup> congrès pan-russe des soviets dans la nuit du 26 au 27 octobre (8-9 novembre) 1917. Auteurs d'un coup d'État réussi, les bolcheviks ont ensuite instauré la dictature du parti unique, sorte de nouvelle autocratie qui présente, selon cette historiographie<sup>1</sup>, une parenté évidente avec l'autocratie impériale déchu.

Hégémonique en URSS et très influente, dans ses diverses variantes occidentales, l'historiographie marxiste de la révolution d'octobre propose plusieurs interprétations. Néanmoins, un socle commun existe : la révolution est l'aboutissement d'une vision de l'histoire qui fait se succéder l'ère de l'esclavagisme, du féodalisme puis du capitalisme. La révolution d'octobre marque l'avènement du socialisme en Russie. Expression d'une révolution authentiquement prolétarienne, cet événement est la pierre angulaire de la légitimité du régime, même si le processus révolutionnaire fut ensuite déformé par le culte de la personnalité sous Staline. Dérive accidentelle, parenthèse ou nécessité, le stalinisme — en rupture ou en continuité avec Lénine — a fait l'objet de diverses interprétations. En URSS, la « déstalinisation », menée à partir de 1956, puis la *perestroïka* de M. Gorbatchev, à partir de 1987, ont permis de dénoncer les méfaits du stalinisme tout en cherchant à renforcer la légitimité de la révolution d'octobre et à réaffirmer le fondement léniniste du régime. Le fameux « testament » dans lequel Lénine déclarait sa méfiance à l'égard de la brutalité de Staline apporte un certain crédit à cette interprétation. Dans sa variante trotskiste, l'historiographie marxiste tente de concilier la légitimité de la révolution d'octobre et la condam-

---

1. P. Milioukov, *Histoire de la deuxième révolution*, Sofia, 1921 ; H. Seton-Watson, *The Decline of Imperial Russia*, London, 1952 ; L. Schapiro, *De Lénine à Staline. Histoire du parti communiste de l'URSS*, Paris, Gallimard, 1967.

nation irrévocable du stalinisme. Selon Trotski, ce sont l'arriération économique, la bureaucratisation et l'isolement de l'URSS à partir des années 1930 qui permettent d'expliquer la dérive stalinienne.

### III. La naissance de l'URSS : reconstitution ou dépassement de l'Empire ?

En 1922, la naissance de l'URSS en tant qu'État formellement fédéral n'est qu'une réponse partielle à la diversité nationale qui caractérisait l'Empire russe avant la révolution. Objet d'un intense débat opposant, au début des années 1920, Lénine et Staline, la question du fédéralisme manifeste la nécessité de prendre en compte la diversité nationale dans la construction de l'État soviétique. Affichant leur volonté de libérer la « prison des peuples », les bolcheviks ont utilisé la question des nationalités comme un tremplin pour la révolution. La création, lors du II<sup>e</sup> congrès pan-russe des soviets, d'un Commissariat chargé des problèmes nationaux, le *Narkomnats*, placé sous l'autorité du commissaire du peuple Staline, témoignait, dès le 25 octobre 1917, de la volonté du nouveau régime d'apporter une solution à la question des nationalités. Généreuse à ses débuts, la politique des nationalités évolue vers une forme d'intégration brutale et forcée des nationalités par le truchement d'un puissant instrument d'unification et de centralisation : le Parti communiste de l'Union soviétique. Peut-on parler dès lors « d'Empire soviétique » ? L'URSS ne s'inscrit-elle pas dans la continuité de l'Empire qui l'a précédé ?

En 1920-1921, la guerre civile s'achève en Russie, mais le chaos règne toujours à la périphérie de l'ancien Empire russe. L'immense désordre engendré par les révolutions de 1917 a provoqué l'éclatement de ce vaste Empire multi-ethnique. La Finlande, la Pologne et les trois États baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) ont déclaré leur indépendance. Ce nouveau statut d'État à part entière va se révéler un fait acquis et durable. D'autres nations — telles l'Arménie,

l'Azerbaïdjan et la Géorgie — qui avaient conquis leur indépendance en 1918 sont sur la voie de soviétisation : elles deviennent des républiques soviétiques en 1921. Le pouvoir bolchevik est confronté à un kaléidoscope de nationalités très différentes : comment gouverner cet ensemble si hétérogène au sein d'un État viable ? En 1920-1921, l'État soviétique, encore limité à la Russie (RSFSR), signe avec toutes les autres républiques soviétiques voisines (Biélorussie, Ukraine, Fédération de Transcaucasie) des traités bilatéraux établissant des liens politiques, militaires et économiques étroits, maintenant toutefois l'illusion d'une diplomatie autonome. Cette solution donne à la Russie soviétique un rôle prééminent et lui permet de rassembler les nations dispersées en 1917. Comment créer une véritable « communauté soviétique » alors que, sur le terrain, certains cadres nationaux commencent à se dresser contre la politique poursuivie par les dirigeants de la RSFSR qui, sous prétexte d'internationalisme, mènent une politique de domination inspirée par cet esprit « chauviniste grand-russe » que Lénine se plaisait à dénoncer ? En dépit de l'hostilité initiale de Lénine — qui comptait sur une abolition à plus ou moins brève échéance des nations sous le règne du socialisme — à toute solution fédérale, c'est pourtant un projet fédéral qui va donner naissance à l'URSS en 1922. Par pragmatisme, Lénine a fini par admettre que les nations puissent être contractuellement liées à la RSFSR par le principe fédéral. L'organisation fédérale garantira l'égalité théorique entre la nation russe et les nations non-russes, réorganisant sur une base nouvelle les liens par lesquels les nations étaient assujetties au sein de l'Empire russe. Divisés sur la manière d'envisager cette nouvelle fédération, les bolcheviks se scindent, dans le courant de l'année 1922, en deux courants, l'un acquis aux vues « fédéralistes » de Lénine et l'autre aux « thèses sur l'autonomisation » de Staline. En réalité, aucun de ces projets ne prévoit une véritable fédération. Les bolcheviks souhaitent organiser l'État de manière à conférer aux nations de certains droits, mais dans les limites de l'application à ces